

Des livres fermés aux portes ouvertes – Le défi d’alphabétisation en Afrique de l’Ouest



Pamoja West Africa

Plateforme Africaine
Pour l'Education
des Adultes



act:onaid

Remerciements

African Network Campaign for Education For All (ANCEFA) est un réseau de coordination régionale comptant 27 coalitions nationales de la société civile militant pour l'EPT dans toute l'Afrique.

www.ancefa.org

Pamoja Afrique de l'Ouest rassemble les réseaux de praticiens Reflect dans 14 pays ayant pour but de renforcer les moyens de faciliter le développement communautaire participatif effectif et le militantisme local, national et international.

www.pamojareflect.org

La Plateforme Africaine pour l'Education des Adultes est composée de quatre réseaux – ANCEFA, FEMNET, PAALAE et PAMOJA – qui travaillent ensemble pour plaider en faveur de l'Education des Adultes en Afrique.

www.africacsplateforme.org

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble et avec les autres dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice.

www.oxfam.org

ActionAid est une organisation internationale présente dans plus que 40 pays, en Afrique, Asie et Amérique latine qui travaille aux côtés des personnes défavorisées pour mettre fin à la pauvreté et à l'injustice.

www.actionaid.org

Ce rapport d'information a été écrit par Caroline Pearce d'Oxfam au nom des cinq organisations signataires.

Divers collègues ont apporté leur contribution; en particulier des remerciements vont à David Archer, Mahamadou Cheick Diarra, Victorine Djitrinou, Chikondi Mpokosa, Mbacké Niang, Kate Norgrove, Karen Showalter, Gorgui Sow, Gerard Steehouwer Sue Upton, Lindy van Vliet, et Justin Ndongo Yamwemba.

Traduit de l'anglais par Blandine Chambost

Avril 2009

Photo en couverture: Fatimata, du village d'Intadeyne dans le nord du Mali, assise avec ses camarades de classe à l'école secondaire de Menaka. *Ami Vitale / Oxfam*

Contenu

Résumé	2
Introduction: l'alphabétisation dans l'Afrique de l'Ouest	6
1. Des livres fermés: facteurs expliquant les faibles taux de l'alphabétisation en Afrique de l'Ouest	9
2. Des portes fermées – l'impact de l'analphabétisme en Afrique de l'Ouest	14
3. Ouvrir des portes? L'engagement des gouvernements et des bailleurs de fonds	20
4. Ouvrir les livres et ouvrir les portes! – recommandations	25
Références clefs et apostilles	28

Résumé

L'urgence d'agir

En 2009, le monde est confronté à une situation économique désastreuse. On n'hésite pas à parler de crise, la plupart des gouvernements se sont empressés de désigner ce phénomène comme leur priorité, et, en réponse, les pays riches ont promis 8 400 milliards de dollars pour renflouer les banques.

En même temps, l'Afrique de l'Ouest est-elle aussi en proie à une crise, d'un autre type. Cette crise a un impact désastreux sur la sécurité économique, l'offre de travail, les niveaux de santé, et la qualité de la démocratie. Elle enferme 80 millions d'Ouest Africains derrière des portes closes, et les prive des conditions de vie, des opportunités d'éducation et du pouvoir démocratique qui sont leurs droits. Cette crise-là ne fait pas la une des journaux, n'est pas nouvelle, et ne fait pas non plus l'objet d'une aide de 8 400 milliards de dollars. Mais il s'agit néanmoins d'une réalité vécue au quotidien, qui nécessite une aide de toute urgence. Il s'agit de la crise de l'éducation et de l'alphabétisation en Afrique de l'Ouest. Dans cette note d'information, ANCEFA, Pamoja Afrique de l'Ouest, la Plateforme Africaine pour l'Education des Adultes, Oxfam International et ActionAid exposent l'ampleur et l'impact du problème de l'analphabétisme en Afrique de l'Ouest, région qui présente les taux d'alphabétisation les plus bas au monde. Face à ce constat, nous émettons des recommandations pour agir.

Nous diffusons ce rapport d'information en 2009. Cette année, la Semaine Mondiale d'Action pour l'Education se concentre sur le thème de « L'alphabétisation des Jeunes et des Adultes et l'apprentissage continu ». « Ouvrir des Livres, Ouvrir des Portes » est le slogan de cette Semaine, et nous le prenons comme thème de ce rapport. La sixième conférence CONFINTEA sur l'éducation des adultes aura lieu également en 2009, au Brésil en mai. Ces événements invitent les gouvernements à agir de manière urgente et efficace en faveur de l'éducation, l'alphabétisation et l'apprentissage continu. Les gouvernements doivent reconnaître que ce sont là des droits fondamentaux, les valoriser comme vecteurs-clés du développement, et leur apporter un soutien, notamment financier, plus marqué. Nous défendons cette idée et proposons une direction générale dans laquelle orienter une action renforcée.

La gravité de la situation est indéniable. Dans l'introduction de ce rapport, nous nous basons sur des statistiques récentes pour montrer que 65 millions de jeunes et d'adultes en Afrique de l'Ouest – soit plus de 40% de la population – ne savent ni lire ni écrire. Parmi ces 65 millions, 40 millions sont des femmes; ce qui signifie que moins de la moitié des femmes âgées de plus de 15 ans en Afrique de l'Ouest savent lire ou écrire. Ceci est à la fois un signe et une cause de la marginalisation et de la pauvreté persistante des femmes. Les Ouest Africains non-alphabétisés sont non seulement en majorité des femmes, mais aussi en moyenne plus pauvres et souvent issus de zones rurales. Si on va développer l'alphabétisation, à travers l'éducation formelle comme non formelle, il faut rendre compte de l'identité des personnes non-alphabétisées. Il y a eu des progrès en matière de développement de l'alphabétisation depuis les années 1980 – mais ces progrès n'ont pas été assez rapides, et ont été plus lents que dans plusieurs autres pays d'Afrique.

Les facteurs expliquant les faibles taux d’alphabétisation

Les faibles niveaux d’alphabétisation en Afrique de l’Ouest sont dus aussi bien à des problèmes dans le système scolaire qu’au manque d’opportunités d’apprentissage en dehors de ce système. Nous examinerons ces facteurs – les facteurs qui expliquent les livres fermés – dans le chapitre 1.

Pour commencer, un nombre insuffisant d’enfants sont scolarisés : les 11 pays d’Afrique de l’Ouest pour lesquels des données sont disponibles enregistrent un total de 14 millions d’enfants en âge d’être à l’école primaire qui ne sont pas scolarisés, dont plus de la moitié sont des filles. En outre, ces enfants non scolarisés sont concentrés de manière disproportionnée dans les zones pauvres et rurales : il faut donc remédier à cette inégalité d’accès à l’éducation. Le manque déplorable d’enseignants formés et d’animateurs d’alphabétisation est un facteur déterminant de la qualité médiocre de l’enseignement. Nous avons calculé qu’il manque plus de 750 000 enseignants qualifiés dans les écoles primaires. Pallier ce manque d’enseignants de qualité doit être une priorité urgente pour élargir l’accès à l’éducation et améliorer la qualité de celle-ci en Afrique de l’Ouest.

Il ne faut pas oublier non plus la nécessité de cadres réglementaires larges et cohérents pour étendre l’alphabétisation et l’éducation des jeunes et des adultes, qui doivent être prioritaires dans les plans de développement nationaux.

L’impact de l’analphabetisation

Les conséquences de l’analphabetisation ont une portée considérable pour les individus, comme pour les communautés et les pays auxquels ils appartiennent. Dans le chapitre 2, nous examinons ces « portes fermées » qui sont, à leur tour, maintenues closes par les livres fermés. Nous penchons sur le bien-être et la sécurité économique, l’égalité, la capacité à faire partie de la société numérique et la participation politique.

Par rapport au bien-être, les niveaux d’éducation et d’alphabétisation ont un impact dramatique sur les revenus individuels et sur la croissance économique nationale; d’eux dépendent aussi l’amélioration des niveaux de santé et la réduction de la mortalité infantile. Au Sénégal, au Niger et au Nigeria, par exemple, les taux de mortalité chez les enfants de mères ayant reçu une éducation secondaire sont inférieurs de moitié au moins à ceux des enfants nés de mères non éduquées. Lorsqu’elles sont dispensées équitablement, l’éducation et les opportunités d’apprentissage réduisent les inégalités. De plus, une stratégie éducative équitable est plus rationnelle d’un point de vue économique – augmenter le niveau d’alphabétisation moyen est plus susceptible de favoriser la croissance économique que d’augmenter la proportion d’individus très qualifiés.

Dans la société d’information d’aujourd’hui, l’alphabétisation est essentielle pour donner accès aux opportunités qu’offre la société numérique. L’accès à l’Internet et aux autres technologies de l’information et de la communication est communément accepté comme une voie importante pour sortir de la pauvreté – par exemple en permettant aux agriculteurs et aux marchands un meilleur accès à l’information concernant les marchés, ou en simplifiant les transferts d’argent ou le crédit. Mais l’Afrique de l’Ouest a des taux de pénétration de l’Internet extrêmement faibles, et bien que les taux concernant le téléphone portable soient plus élevés, l’analphabetisation généralisée empêche nombre de gens – en particulier

de femmes – d'accéder au plein potentiel de développement offert par ces technologies.

Améliorer les niveaux d'éducation et d'alphabétisation est également essentiel à l'amélioration de la gouvernance, de la démocratie et de la qualité de l'engagement politique. Nous reprenons des éléments de recherche issus des régions d'Afrique de l'Ouest et d'autres régions d'Afrique montrant que des niveaux d'éducation plus élevés nourrissent un plus grand respect pour la démocratie. Car l'alphabétisation permet aussi aux individus de s'engager de manière significative dans le processus politique, en revendiquant leurs droits et en demandant des comptes aux gouvernements.

L'engagement des gouvernements et des bailleurs de fonds

Derrière bien des obstacles immédiats, on trouve l'incapacité à se concentrer sur et à investir dans l'apprentissage tout au long de la vie à l'échelle requise. Nous examinons l'engagement des gouvernements et des bailleurs de fonds de l'Afrique de l'Ouest dans le chapitre 3.

Tous les gouvernements africains ont pris un engagement constitutionnel en faveur de l'éducation, qui figure dans leurs plans nationaux de développement. Beaucoup ont déclaré que l'éducation est indéniablement une priorité. Des progrès visibles ont d'ores et déjà été réalisés dans le développement de l'éducation et de l'alphabétisation. Cependant, la définition de l'éducation est souvent étroite : dans certains cas, les garanties s'appliquent seulement à l'éducation formelle des enfants, pas à l'alphabétisation des jeunes et des adultes, et encore moins à l'apprentissage continu de manière plus large.

De plus, de nombreux activistes s'émeuvent du fait que les déclarations d'engagement ne sont pas suivies d'actions et d'investissement effectif. Le financement n'est pas à la hauteur des besoins de l'Afrique de l'Ouest, ni des engagements des gouvernements : pas un seul gouvernement dans la sous-région a atteint l'objectif de dépenser l'équivalent de 7% de PNB, comme le fut convenu par les ministres d'éducation africains il y a dix ans. Le financement pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle n'atteint pas l'objectif établi par les organisations internationales. Bien des pays n'ont pas encore de stratégies d'alphabétisation coordonnées ou très établies.

Il faut également que les bailleurs de fonds fassent davantage : même si l'investissement des gouvernements s'accroît de manière significative, le fossé financier demeurera important. Le financement de l'éducation par les bailleurs de fonds en Afrique de l'Ouest est insuffisant et largement concentré sur le primaire : c'est important, mais au vu de la crise d'alphabétisation chez les jeunes et les adultes en Afrique de l'Ouest, les bailleurs de fonds doivent veiller à ne pas exclure ce secteur de leur soutien. A l'heure actuelle, une proportion insuffisante du financement assuré par les bailleurs de fonds passe par le système public, bien que les gouvernements aient besoin de fonds versés par ce biais afin de supporter le coût récurrent de la formation et des salaires qu'implique la lutte contre la crise des enseignants.

Les recommandations pour l'action

Certaines actions peuvent être menées dès à présent pour faire face à cette crise, tout en reconnaissant les droits des citoyens et l'importance de l'éducation dans le développement de l'Afrique de l'Ouest. Dans le chapitre 4, nous émettons des recommandations destinées aux gouvernements d'Afrique de l'Ouest, aux bailleurs de fonds ainsi qu'à la société civile.

- Premièrement, il faut mettre en place **une politique cohérente et ciblée** : ce qui entend la recommandation que la CEDEAO fasse des questions de l'éducation et de l'apprentissage continu une priorité en faveur de laquelle il est nécessaire d'encourager et d'accompagner le progrès national, tout en recommandant que tous les gouvernements d'Afrique de l'Ouest placent au cœur de leurs plans de développement national des stratégies d'alphabétisation nationales.
- Mettre ces plans en oeuvre nécessite **des ressources financières** : les bailleurs de fonds doivent se mobiliser pour donner à l'Afrique de l'Ouest une bonne partie des 16 milliards de dollars de financement extérieur requis pour atteindre les objectifs d'Education Pour Tous, et pour donner une plus large part de finances comme appui budgétaire.
- Plus précisément, les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent soutenir un effort vigoureux pour accroître de manière conséquente le nombre et la motivation **des enseignants et des animateurs d'alphabétisation**, en augmentant le nombre de candidats recrutés, en améliorant la formation et la rémunération, et en professionnalisant le statut d'animateur d'alphabétisation.

Il y a là un défi qui n'est pas facile à relever : pour y parvenir, il faudra que convergent l'investissement et la volonté politique. Mais atteindre les objectifs fixés par la campagne Education Pour Tous en Afrique de l'Ouest ne devrait pas être perçu comme un coût supplémentaire ou rival dans l'effort mené pour relever les défis de développement et de gouvernance en Afrique de l'Ouest. Au contraire, il faut le voir comme un élément fondamental pour les résoudre. Il suffirait d'une infime fraction de ce qui est dépensé actuellement pour remettre les banques à flot pour que dix millions d'Ouest Africains puissent apprendre à lire et à écrire, ce qui leur ouvrirait des perspectives de meilleure santé et de vie meilleure, dans des sociétés plus prospères et plus stables.

Introduction: l'alphabétisation en Afrique de l'Ouest¹

« L'alphabétisation est, enfin, la voie qui mène au progrès humain. »
Kofi Annan, 1997

Des droits refusés

Tous les gouvernements et les organismes internationaux s'accordent sur le fait que l'éducation est un droit fondamental. Néanmoins, les niveaux d'alphabétisation en Afrique de l'Ouest sont catastrophiquement faibles. Les chiffres officiels (qui sous-estiment sans doute la réalité) révèlent qu'en Afrique de l'Ouest, plus de 65 millions d'adultes ne sont pas alphabétisés, et que 40 millions d'entre eux sont des femmes. Ceci représente plus de 40% de la population adulte de la région, et plus de 50% de la population féminine adulte. Sur les 15 pays qui constituent la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), trois – le Ghana, le Nigeria et le minuscule état insulaire du Cap Vert – ont des populations qui sont alphabétisées au moins aux deux tiers. De tous les autres pays, un seul (le Libéria) enregistre des taux d'alphabétisation supérieurs à 50%, tandis que dans quatre pays – le Mali, le Burkina Faso, la Guinée et le Niger – moins de 30% des adultes, et 20% des femmes, savent lire et écrire.²

Les taux d'alphabétisation en Afrique de l'Ouest sont les plus faibles du monde.

Ces taux d'alphabétisation sont très faibles, même en comparaison avec d'autres pays très pauvres. Sur les 10 pays ayant les plus faibles taux d'alphabétisation adulte (chez les individus âgés de 15 ans et plus) enregistrés au monde, sept se trouvent en Afrique de l'Ouest: le Mali, le Burkina Faso, la Guinée, le Niger, la Sierra Leone, le Bénin et le Sénégal.³ Ces pays ont des taux d'alphabétisation beaucoup plus faibles que des pays tels que le Burundi, le Malawi, le Timor Leste, le Népal et l'Ouganda, où le PNB per capita est comparable, voire inférieur. Il y a sept pays au monde dont le PNB per capita excède 1000 dollars mais où les taux d'alphabétisation sont inférieurs à 50% : six se trouvent tous en Afrique de l'Ouest (et l'autre est leur voisin, le Tchad).⁴

Ce qui ne signifie pas que ces pays d'Afrique de l'Ouest ne sont pas extrêmement pauvres, ni que les taux de pauvreté et d'analphabétisation ne sont pas étroitement liés. Mais cela indique l'ampleur du défi en Afrique de l'Ouest. La situation n'est pas nouvelle: l'Afrique de l'Ouest est encore en train de se relever des niveaux d'éducation incroyablement faibles qui ont persisté jusque dans les années 1990.⁵ L'Afrique de l'Ouest a eu – et a toujours – des défis particulièrement conséquents à relever, et il faut aujourd'hui s'y employer de manière particulièrement énergique.

Nous lançons ce rapport d'information en 2009. Cette année, la Semaine Mondiale d'Action pour l'Education se concentre sur le thème de « L'alphabétisation des Jeunes et des Adultes et l'apprentissage continu ». Cette année, la sixième conférence CONFINTEA sur l'éducation des adultes aura lieu également, au Brésil en mai. Ces événements invitent les gouvernements à agir de manière urgente et efficace en faveur de l'éducation, l'alphabétisation et l'apprentissage continu. Les gouvernements doivent reconnaître que ce sont là des droits fondamentaux, les valoriser comme vecteurs-clés du développement, et leur apporter un soutien, notamment financier, plus marqué.

Des progrès lents

Les pays d'Afrique de l'Ouest dans leur ensemble ont fait des progrès depuis les années 1990, et ont vu leur taux d'alphabétisation augmenter de manière plus ou moins forte. Il y a des signes de progrès dans le fait que les taux d'alphabétisation ont tendance à être plus élevés chez les plus jeunes (âgés de 15 à 24 ans) que chez les adultes dans leur ensemble (âgés de 15 à 49 ans). Le Cap Vert a atteint un niveau de 97% d'alphabétisation chez les jeunes, tandis qu'au Nigeria, au Ghana et au Togo au moins les trois quarts des jeunes savent lire et écrire.

Néanmoins, cette progression n'a pas été aussi rapide qu'elle aurait pu l'être : dans les pays d'Afrique de l'Ouest pour lesquels nous disposons de données, les taux de croissance de l'alphabétisation ont été inférieurs à ceux du Malawi, de la Tanzanie et de l'Ouganda – pays qui avaient tous des taux d'alphabétisation plus élevés au départ. De plus, dans les pays où le niveau d'alphabétisation est le plus bas (et au Sénégal), l'avantage comparé des jeunes est moins net. Ceci indique que le système éducatif formel de ces pays ne joue pas son rôle dans la formation des jeunes générations. Au Mali, au Niger, et au Burkina Faso, moins de trois jeunes femmes sur dix savent lire et écrire aujourd'hui encore. On estime qu'aucun des neuf pays ayant des taux d'alphabétisation inférieurs à 50% en 2000-2006 n'atteindront les 50% d'alphabétisation d'ici 2015.⁶

Tableau 1: Taux et nombres de jeunes et d'adultes non-alphabétisés en Afrique de l'Ouest

	Jeunes et adultes âgés de 15 à 49 ans				Jeunes âgés de 15 à 24 ans			
	Taux d'alphabétisation global	Taux d'alphabétisation m.	Taux d'alphabétisation f.	Nombre d'individus non-alphabétisés	Taux d'alphabétisation global	Taux d'alphabétisation m.	Taux d'alphabétisation f.	Nombre d'individus non-alphabétisés
Bénin	40%	52%	27%	2,96 millions	51%	52%	40%	870.000
Burkina Faso	26%	34%	18%	5,74 millions	34%	40%	28%	1 million
Cap Vert	83%	89%	78%	54.000	97%	96%	98%	4.000
Côte D'Ivoire	49%	61%	39%	5,54 millions	61%	71%	52%	1,6 millions
Ghana	64%	71%	57%	5,05 millions	77%	79%	75%	1,1 millions
Guinée	29%	43%	18%	3,62 millions	47%	59%	34%	967.000
Libéria	54%	60%	49%	865.000	70%	67%	74%	212.000
Mali	23%	31%	16%	4,83 millions	29%	36%	22%	1.7 millions
Niger	30%	44%	16%	5,01 millions	38%	53%	25%	1,5 millions
Nigeria	71%	76%	63%	23,5 millions	86%	88%	84%	4,2 millions
Sénégal	42%	53%	32%	4,07 millions	51%	58%	43%	1,2 millions
Sierra Leone	37%	49%	26%	2,07 millions	52%	63%	42%	522.000
Togo	53%	69%	38%	1,71 millions	74%	84%	64%	346.000
Afrique de l'Ouest*	58%	67%	49%	65 millions	71%	76%	67%	16 millions

Faire face au défi

Pour s'attaquer à la crise de l'alphabétisation, il faut concentrer sérieusement les efforts et les investissements à la fois sur l'éducation formelle – le système scolaire – et sur l'éducation non-formelle, comme les programmes d'alphabétisation pour adultes ou les centres de formation des jeunes. Rendre effectif le droit à l'éducation universelle nécessitera un changement profond dans le nombre et la qualité des écoles d'Afrique de l'Ouest, dans lesquelles seule une minorité d'élèves reçoivent actuellement au mieux six ans d'enseignement primaire, souvent de piètre qualité. Toutefois, se concentrer seulement sur les écoles revient à ignorer le grand nombre de jeunes et d'adultes qui n'ont pas bénéficié du système formel, et qui ont néanmoins droit à l'alphabétisation ainsi qu'à la santé, aux opportunités sociales et économiques et à la participation politique auxquelles l'alphabétisation peut leur permettre d'accéder. L'absence d'amélioration significative de l'alphabétisation parmi les jeunes renforce le constat que l'on ne fait pas assez dans les écoles et qu'il est impératif de pallier ce manquement en dehors des écoles.

40 millions de femmes adultes en Afrique de l'Ouest ne savent ni lire ni écrire.

S'attaquer à ce défi de manière efficace exige par ailleurs que l'on identifie clairement les populations non-alfabétisées en Afrique de l'Ouest: ce sont majoritairement des femmes et des pauvres. Souvent, ces populations vivent dans des zones rurales; les nomades – qui constituent une proportion importante de la population d'Afrique de l'Ouest, mais sont souvent hors de portée de l'éducation formelle – sont particulièrement sujets à l'analphabétisme.⁷ Les stratégies visant à améliorer les niveaux et les standards de l'éducation et à accroître les niveaux d'alphabétisation des adultes doivent être conçues de façon à atteindre ces groupes victimes d'exclusion.



Makata Walett Magalla à l'âge de 20 ans suit des cours d'alphabétisation pour adultes à Zigberi, Burkina Faso, avec un de ses deux enfants.

« Les cours d'alphabétisation ont commencé en mars. Je n'ai jamais appris à écrire et à lire quand j'étais plus jeune; c'était donc pour moi une deuxième chance. Je voulais apprendre à lire et à écrire pour plein de raisons: lire les lettres que je reçois de ma famille ou de mes amis, lire les panneaux quand je suis en ville, savoir compter quand je suis au marché, lire les instructions sur les flacons de médicaments. Pour moi, ce qu'il y aura de plus gratifiant quand je saurai lire et écrire, ce sera de pouvoir lire sans l'aide de quelqu'un d'autre. »

Photo: Ami Vitale / Oxfam

1. Des livres fermés: facteurs expliquant les faibles taux de l'alphabétisation en Afrique de l'Ouest

« La chose qui compte le plus dans n'importe quelle éducation, c'est la personne debout face à la classe. Il est temps de traiter l'enseignement comme la véritable profession qu'il est. »

Barack Obama, 2007

1.1 L'insuffisance de l'accès à l'éducation formelle

Les chiffres de l'alphabétisation ne sont pas surprenants si l'on considère sur l'accès à l'éducation en Afrique de l'Ouest. Dans les 11 pays d'Afrique de l'Ouest pour lesquels on possède des données officielles,⁸ on estime à 14 millions le nombre d'enfants en âge d'être à l'école primaire qui ne sont pas scolarisés, dont 8 millions sont des filles. Ce chiffre représente une proportion énorme des enfants n'étant pas scolarisés en Afrique: il signifie que 40% du nombre total d'enfants non scolarisés dans l'ensemble des 47 pays de l'Afrique sub-saharienne se trouvent dans ces 11 pays d'Afrique de l'Ouest. Le Nigeria – pays d'Afrique le plus peuplé – représente plus de la moitié de ce total, mais le Niger et le Burkina Faso, pays du Sahel relativement peu peuplés, comptent chacun plus d'un million d'enfants non scolarisés, et le Mali compte presque un million.⁹

14 millions d'enfants ne vont pas à l'école primaire en Afrique de l'Ouest, dont presque 8 millions sont des filles.

De plus, le nombre d'enfants abandonnant l'école est élevé : au Bénin, au Niger, au Sénégal et au Burkina Faso, par exemple, moins d'un enfant sur quatre ayant commencé l'école primaire y reste jusqu'au bout. Dans l'ensemble, les chiffres sont encore plus faibles pour les filles.¹⁰ Le déficit d'enseignants formés, de matériel pédagogique et d'infrastructure a un impact à la fois sur la qualité de l'enseignement et sur les taux de scolarisation.

Les barrières sont particulièrement grandes pour les filles. La perception du rôle des femmes ainsi que le nombre extrêmement élevé de mariages précoces en Afrique de l'Ouest sont autant d'obstacles à l'éducation des filles.¹¹ Le harcèlement sexuel dans les écoles ou l'absence de toilettes séparées pour les filles découragent la fréquentation des écoles.¹² Les enfants les plus pauvres sont moins susceptibles de fréquenter l'école.¹³ Les politiques éducatives doivent s'attaquer à ces problèmes d'inégalité à l'accès si l'on veut parvenir à une éducation universelle.



Des enfants apprenant à lire et écrire à l'école de Zigberi, Burkina Faso.

Photo: Ami Vitale / Oxfam

1.2 La crise des enseignants

Les enfants qui vont à l'école primaire en retirent souvent peu de chose. Un facteur crucial est que le nombre d'enseignants est loin d'être suffisant. Sept des 15 pays de la CEDEAO affirment qu'ils ont assez d'enseignants du primaire pour assurer le ratio recommandé d'un enseignant pour 40 élèves de primaire,¹⁴ bien que ce chiffre tombe à deux pays seulement (Cap Vert et Sénégal) si l'on ne comptabilise que les enseignants formés.¹⁵ Il est probable que les chiffres cités sous-estiment le problème, étant donné qu'ils ne prennent pas en compte le fait que les enseignants ne sont pas répartis de manière égale au sein des pays, que les enseignants sont si mal payés que beaucoup n'effectuent pas toutes leurs heures de classe pour compléter ailleurs leurs revenus,¹⁶ et que de nombreux pays ont des statistiques qui ne sont pas fiables et qui comptabilisent des enseignants fictifs.¹⁷ Mais même sans prendre ces facteurs en compte, les chiffres officiels indiquent un vaste déficit dans les effectifs enseignants. Ce déficit est encore plus marqué si l'on prend pour objectif d'assurer la scolarisation des 14 millions d'enfants actuellement non scolarisés. Si l'on prend tous ces enfants en compte, il manquait plus de trois quarts d'un million d'enseignants formés à travers l'Afrique de l'Ouest en 2006.¹⁸

Tableau 2: Nombre d'enseignants du primaire formés manquant en Afrique de l'Ouest, 2006¹⁹

	Elèves du primaire + enfants non scolarisés	Enseignants du primaire formés en poste	Nombre d'enseignants du primaire formés nécessaires	Nombre d'enseignants formés manquants
Bénin	1,6 millions	16.000	40.025	24.025
Burkina Faso	2,6 millions	26.100	65.150	39.050
Cap Vert	90.000	2.430	2.250	0
Côte D'Ivoire	3 millions	46.000	74.825	28.825 ²⁰
La Gambie	272.000	3.800	6.800	3.000
Ghana	4,3 millions	56.050	108.325	52.275
Guinée	1,6 millions	19.040	41.175	22.135
Libéria	894.000	11.200	22.350	11.150
Mali	2,4 millions	12.180	60.075	47.895
Niger	2,4 millions	25.760	59.300	33.540
Nigeria	30,4 millions	299.500	759.100	459.600
Sénégal	2 millions	38.000	49.650	11.650
Sierra Leone	1,3 millions	14.700	33.050	18.350
Togo	1,2 millions	10.360	30.700	20.340
L'Afrique de l'Ouest*	54 millions	581.120	1,35 millions	771.835

Données: Watkins K. (2008); Liberia PRSP 2008-2013, Gouvernement du Libéria; Mali Annuaire Scolaire, Gouvernement du Mali. Nous ne disposons pas de chiffres pour la Guinée Bissau.

Il y a en particulier pénurie de femmes enseignantes: alors qu'au Bénin et au Cap Vert une majorité des enseignants du primaire sont des femmes, et qu'au Nigeria la parité est atteinte, ailleurs en Afrique de l'Ouest elles sont minoritaires. Dans les deux tiers des pays, elles constituent 30% ou moins du contingent d'enseignants du primaire. Ceci a des implications sur l'enseignement primaire, en particulier pour les filles: des études ont montré que les filles sont plus susceptibles de rester à l'école si l'enseignant est une femme, et les statistiques de l'éducation au Mali montrent que les niveaux d'assiduité dans l'ensemble sont plus élevés lorsqu'il y a des enseignantes.²¹

Les enseignants qui sont en poste doivent gérer de gros effectifs avec une formation limitée, peu ou pas de matériel pédagogique et un salaire dérisoire. Les efforts pour accroître le nombre d'enseignants dans les pays d'Afrique de l'Ouest ont souvent été faits au détriment de la formation et des conditions de travail. Au Mali, par exemple, la formation totale des enseignants dans le primaire est, en moyen, cinq jours par enseignant.²² Au Libéria, moins d'un quart des enseignants de l'école publique primaire sont qualifiés.²³ Le salaire, le statut et l'attrait du métier d'enseignant ont souffert : il est difficile de recruter des candidats diplômés, et ceux qui entrent dans l'enseignement cherchent souvent un moyen d'en sortir.²⁴ Une étude de la Banque Mondiale datant de 2007 a montré que les conditions d'enseignement au Mali, au Sénégal et au Burkina Faso se sont "considérablement détériorées".²⁵ Il est donc nécessaire d'investir sérieusement dans le recrutement, la formation et un niveau de rémunération correct des enseignants si l'on veut faire de l'éducation pour tous autre chose qu'un slogan.

1.3 La langue et contenu d'instruction

Nombre de coalitions de l'éducation en Afrique de l'Ouest signalent que la langue d'instruction dans l'éducation formelle est souvent une barrière à une éducation substantielle et à l'alphabétisation. (Dans d'autres pays où les taux d'alphabétisation sont plus élevés – comme le Malawi, la Tanzanie et le Rwanda, où ils sont de l'ordre de 65% ou plus – les langues nationales sont officiellement utilisées comme langue d'instruction, au moins pendant les premières années de l'enseignement primaire.) En Afrique de l'Ouest, les situations varient. Beaucoup de pays utilisent les langues coloniales (français, portugais ou anglais) pour toute l'éducation primaire : parmi les exceptions, on trouve le Nigeria (où les langues nationales sont utilisées les trois premières années), le Burkina Faso et le Togo (qui ont un système linguistique mixte). Le Ghana – qui, avec le Nigeria et le Cap Vert présente l'un des niveaux d'alphabétisation les plus élevés de la sous-région – utilisait les langues nationales les trois premières années de l'enseignement primaire jusqu'en 2003.

Il y a un déficit de plus de 750 000 enseignants à combler dans le primaire en Afrique de l'Ouest.

Au Niger et au Mali, où seule une minorité de la population parle français mais où cette langue est néanmoins la langue d'instruction dans tout le cursus scolaire, les activistes de l'éducation plaident en faveur d'une instruction dans la langue maternelle, qui constituerait un pas important vers une amélioration à la fois de la qualité et de la pertinence de l'éducation. Au Mali, un nouveau programme scolaire, qui – entre autres innovations – impliquait les langues nationales comme vecteur d'instruction les premières années de l'enseignement primaire, a été instauré, mais sans formation réelle des enseignants ni matériel pédagogique. Ce dispositif a été suspendu après deux années d'application seulement. Introduire l'enseignement dans les langues nationales nécessite à la fois un large débat impliquant les enseignants et les parents, et une mise en application qui s'accompagne de moyens. Les programmes d'alphabétisation des jeunes et des adultes sont plus susceptibles de recourir aux langues nationales, ou d'offrir un choix ou une évolution entre ces langues-là et le français ou l'anglais.²⁶

L'éducation à tous les niveaux – enfants, jeunes, adultes – doit aussi présenter un contenu adapté au contexte et un vecteur d'instruction pertinent. Cet aspect est crucial pour retenir l'attention de l'apprenant, et aussi pour lui permettre d'accéder aux bénéfices plus larges que l'éducation peut avoir dans sa vie.²⁷ L'éducation, du primaire tout au long

de la vie, doit inclure les compétences de vie, en particulier en construisant une compréhension de la citoyenneté, de l'égalité des genres, et des questions de la santé dont la santé reproductive et le VIH et le SIDA. Un nombre d'organisations de société civile – y compris One World au Nigéria IEP au Mali, VIE au Niger et beaucoup d'autres – ont avec succès entrepris des programmes éprouvés d'éducation dans la langue nationale, comprenant les compétences de vie et la citoyenneté. Ces expériences devraient être prises comme exemple.

1.4 Des opportunités d'apprentissage continu insuffisantes

Pour les enfants et les adultes qui n'ont pas bénéficié d'une scolarité formelle – ou bien sont scolarisés sans progresser vers un apprentissage substantiel – les alternatives sont limitées. Non seulement les ressources allouées à l'alphabétisation des jeunes et des adultes sont extrêmement limitées, mais il y a souvent un écart entre les politiques de développement et d'éducation nationales et leur application concrète.

Un exemple de ce phénomène est le paiement des animateurs d'alphabétisation au Mali: la politique d'Education Non Formelle mise en place depuis 2007 préconise un salaire minimum de 25 000 CFA (38€, ou 50\$) par mois. Ce salaire est comparable aux subventions gouvernementales allouées aux enseignants des écoles primaires communautaires, tout en étant très inférieur à ce que gagnent les enseignants des écoles publiques. Mais en pratique, il est très rare que les salaires soient même versés.

Cela donne une idée des problèmes plus larges ayant trait aux animateurs d'alphabétisation, problèmes semblables à ceux qui affectent les enseignants du primaire : effectifs limités, formation médiocre et faible motivation pour s'orienter vers cette profession. Ainsi, une étude portant sur l'enseignement non formel au Sénégal montre qu'un supplément de 1 900 animateurs d'alphabétisation serait nécessaire entre 2008 et 2010. Une étude de la Campagne Mondiale pour l'Education datant de 2005 et portant sur 67 programmes d'alphabétisation de qualité, dont un peu moins de la moitié étaient basés en Afrique, est arrivée à la conclusion que 90% des programmes payaient les animateurs moins de la moitié du salaire moyen des enseignants du primaire – et que dans environ un quart des cas, il s'agissait de moins du quart de ce salaire.²⁸ Dans plusieurs pays, les animateurs d'alphabétisation sont en réalité des volontaires, dont la récompense, pour les plus chanceux, se limite à des paiements symboliques émanant des ONGs.

Au niveau national et régional, on constate une absence systématique de données sur le nombre, la qualification et le salaire des animateurs d'alphabétisation: il faut remédier à ce manque d'information si l'on veut que la situation s'améliore. Une étude récente réalisée par la Plateforme Africaine pour l'Education des Adultes a révélé qu'aucun pays d'Afrique ne reconnaît mener une politique de formation d'éducateurs d'adultes.

Les gouvernements doivent prendre leur responsabilité et assurer de manière plus large et gratuitement l'alphabétisation des jeunes et des adultes, avec des animateurs professionnels, dans le contexte d'une stratégie nationale ciblée et coordonnée. Ceci doit être réalisé en consultation avec la société civile, y compris les organisations non-gouvernementales qui assurent aujourd'hui l'essentiel de ces services. La Campagne Mondiale pour l'Education a mis en place un ensemble d'indicateurs de référence internationaux portant sur les stratégies d'alphabétisation des jeunes et des adultes, qui peuvent fournir un point de départ pour débattre de ces stratégies et les développer.²⁹ Ces indicateurs

de référence comprennent des recommandations sur les dépenses, les salaires et les conditions des animateurs, la coordination des politiques, et les méthodes. Les contraintes sévères de financement, comparé à l'ampleur du défi, imposeront des limites à ce qu'il est possible de réaliser en Afrique de l'Ouest. Mais même dans le cadre de ces contraintes, on peut faire beaucoup plus pour fournir une alphabétisation de qualité, en particulier par le biais si l'accent est mis sur les formateurs. Les gouvernements doivent établir comme priorité et coordonner ces stratégies.



Mary N. Kartee enseigne l'anglais à l'Ecole Elémentaire C. W. Brumskine à Monrovia, Libéria, en utilisant les méthodes qu'elle a apprises au cours d'une formation pédagogique récente.

Le système éducatif a énormément souffert suite à la guerre au Libéria. Les écoles et les institutions de formation des enseignants ont fermé, le matériel pédagogique a été pillé, les établissements scolaires ont été endommagés, les élèves et les

enseignants ont dû partir de chez eux et les enseignants restants ont cessé d'être payés. Depuis la guerre, on a fait un gros effort pour reconduire les enfants à l'école: de nombreux élèves n'ont plus l'âge d'être en primaire et souffrent des effets d'une guerre brutale dans laquelle beaucoup se sont battus comme enfants soldats. La profession enseignante était autrefois très bien considérée, mais depuis la guerre, il est très difficile de recruter de nouveaux enseignants ou de conserver les équipes existantes: les bénéfices et les conditions de travail se détériorent, bien des enseignants ne touchent pas leur salaire – seulement 50 dollars par mois – dans les temps, lorsqu'ils le touchent. L'autorité publique locale de l'éducation dans la capitale, Monrovia, pilote des programmes de formation des enseignants avec le soutien des organisations internationales; certains enseignants n'avaient encore jamais reçu de formation.

“Avant notre formation, nous écrivions des tas de notes sur le tableau noir. Maintenant nous utilisons moins de notes et demandons aux enfants de participer, et ils apprennent plus vite. Cela fait une différence. La psychologie m'a beaucoup aidée – être tolérant et savoir comment s'y prendre avec les élèves. Les enfants libériens, du fait de la guerre, sont des enfants 'adultes'. Beaucoup d'entre eux ont été forcés d'utiliser une arme pour se battre. Les enfants sont très « durs » mais il faut être patient. Les enfants sont confrontés à beaucoup de problèmes.”

Photo: Aubrey Wade / Oxfam GB

2. Des portes fermées – l’impact de l’analphabétisme en Afrique de l’Ouest

“L’éducation est l’arme la plus puissante qu’on puisse employer pour changer le monde.”
Nelson Mandela

2.1 Un fossé grandissant?

L’éducation et l’alphabétisation sont largement considérées non seulement comme des droits de l’homme fondamentaux, mais aussi comme des « droits habilitants », dans la mesure où recevoir une éducation correcte et être capable de lire et écrire permet aux populations d’accéder à bien d’autres droits et bienfaits sociaux. Ceux-ci comprennent une meilleure santé, des revenus plus élevés et des moyens d’existence plus sûrs, ainsi qu’une plus grande participation à la communauté et la vie publique.³⁰

Ceci est d’autant plus vrai que, à l’échelle mondiale, nous vivons dans ce qui s’impose de plus en plus comme une « société de l’information ». Ceux qui ont accès à l’information et sont en mesure de l’analyser sont considérablement mieux placés pour améliorer leur propre situation et celle de leur communauté.

Le revers de la médaille est que l’analphabétisme ferme la porte à ces bienfaits, ce qui est vrai non seulement pour les individus, mais aussi pour des communautés ou des pays entiers dont les populations sont en grande partie non-éduquées ou non-alphabétisées. Le danger pour l’Afrique de l’Ouest est qu’une incapacité à gérer, de manière active et urgente, cette crise de l’alphabétisation va contribuer à un fossé profond et grandissant entre ses citoyens (les femmes et les hommes, les plus pauvres et les moins pauvres), entre les nations, mais aussi entre la région dans son ensemble et les autres régions qui, bien qu’ayant encore une énorme montagne à gravir, s’en sortent relativement mieux dans l’éducation de leurs populations. L’analphabétisme prive des pans entiers de la population ouest africaine de la génération de revenus, de la mobilité sociale, d’un processus de développement de plus en plus alimenté par les technologies de l’information et de la communication, et d’une participation significative à la démocratie.

2.2 L’exclusion économique et sociale

L’impact de l’éducation et de l’alphabétisation sur le bien-être matériel des populations est spectaculaire. Un grand nombre d’études ont montré l’étendue des bénéfices sociaux et économiques chez les adultes – en particulier les femmes – qui ont été scolarisés étant enfants ou ont reçu une éducation à l’âge adulte. Ces bénéfices sont ressentis par les individus eux-mêmes, par leurs enfants comme leur famille, leur communauté et leur pays.³¹

Les niveaux de scolarisation et d’alphabétisation ont un impact systématique à la fois sur le revenu national et sur celui des individus. Chaque année d’école supplémentaire augmentait le revenu individuel de 10% en moyenne et que les effets sont plus sensibles dans les pays pauvres et chez les femmes.³² A l’échelle nationale, avec le temps, l’investissement dans l’éducation et la formation est trois fois plus important pour la croissance économique que l’investissement dans les infrastructures physiques.³³ L’éducation est un droit, une voie d’accès à d’autres opportunités et d’autres choix, et un investissement qui génère des retours réels pour les individus comme les nations.

Chaque année d'école supplémentaire augmentait le revenu individuel de 10%.

Les niveaux d'alphabétisation et d'éducation sont également des facteurs importants pour améliorer les conditions de santé. Le fait de savoir lire et écrire – pouvoir lire et comprendre les informations de nutrition et de santé, par exemple sur les flacons de médicaments – et d'avoir les moyens d'agir – avoir la confiance en soi qui permet d'avoir affaire à des professionnels de santé et d'exiger un traitement – joue un rôle important. Les enfants des femmes éduquées ont plus de chance d'être en bonne santé et mieux nourris et de survivre au-delà de leur cinquième année.³⁴ Au Sénégal, au Niger et au Nigeria, par exemple, les taux de mortalité chez les enfants de mères ayant reçu une éducation secondaire sont inférieurs de moitié au moins à ceux des enfants nés de mères non éduquées.³⁵ Des femmes africaines éduquées ont des connaissances sur le SIDA et le VIH trois à cinq fois supérieures à celles des femmes non-alfabétisées.³⁶

2.3 L'inégalité

L'alphabétisation et l'éducation sont aussi des stratégies pour lutter contre l'inégalité – à compter qu'elles soient dispensées de manière équitable. Pour que l'éducation permette à tous les individus de réaliser leur potentiel, il faut qu'elle soit accessible à tous. L'inégalité est renforcée par les systèmes d'éducation qui ne le sont pas : les niveaux élevés d'inégalité dans les niveaux d'éducation sont étroitement liés aux niveaux d'inégalité de revenus.³⁷ En outre, il n'en va pas seulement de la justice pour les individus : on a aussi des preuves que le niveau moyen d'alphabétisation est un meilleur indicateur de la croissance économique d'un pays que la proportion de la population ayant les taux d'alphabétisation les plus élevés.³⁸ Ce qui revient à dire que si les pays d'Afrique de l'Ouest veulent renforcer leur croissance économique, ils doivent axer leurs efforts sur l'augmentation des niveaux d'éducation de leur population dans son ensemble, plutôt que conduire une faible proportion de la population à un niveau élevé d'éducation.



Miadda Sumo, 19, nourrit sa petite fille Patricia pendant une classe de nuit pour les femmes qui n'ont pas reçu d'éducation primaire, à l'école élémentaire de Quemlin Toto, Bong County, Libéria.

Photo: Aubrey Wade / Oxfam GB

On a encore beaucoup à faire pour pallier les inégalités des résultats du système éducatif – et pour permettre par ce biais à l'éducation de lutter contre l'inégalité. Dans chaque pays d'Afrique de l'Ouest, les taux d'alphabétisation des hommes sont supérieurs à ceux des femmes – ceci crée une barrière considérable qui empêche les femmes d'accéder à un niveau égal de contrôle sur leurs biens et d'implication dans la prise de décision. Il est encourageant de constater que les pays qui font le plus pour améliorer les niveaux d'alphabétisation parviennent également à réduire le

fossé entre les sexes : au Nigeria et au Ghana, par exemple, la différence entre le taux d'alphabétisation parmi les jeunes de 15 à 24 ans est de seulement 4 points, tandis qu'au Cap Vert, le taux d'alphabétisation des jeunes femmes est plus élevé que celui des jeunes hommes (ce qui suggère d'ailleurs qu'il faille se pencher sur l'éducation des garçons. Toutefois, au Bénin, au Burkina Faso, en Guinée, au Niger et en Sierra Leone, la différence d'alphabétisation entre les sexes parmi les jeunes demeure énorme – de l'ordre de 20 points ou plus – ce qui laisse à penser qu'il faut faire beaucoup plus pour axer les stratégies sur l'éducation des filles et des femmes, et pour développer l'alphabétisation des jeunes femmes comme voie d'accès à une plus grande égalité.³⁹

2.4 L'exclusion numérique

Dans une déclaration lors d'une conférence en 2001 sur la fracture numérique, le Président de l'ECOSOC des Nations Unies a fait remarquer que l'accès limité à l'Internet dans la plupart des pays en voie de développement signifie que « le fossé entre les pays développés et ceux en voie de développement est encore aggravé et porte en lui de dangereuses conséquences pour les pays en voie de développement, notamment la hausse des taux de pauvreté, de chômage et de sous-développement. » Le Président a ensuite cité la tension et l'instabilité au niveau national et international comme faisant potentiellement partie de ces « conséquences inquiétantes ».

L'accès à l'Internet et aux autres technologies de l'information et de la communication, en revanche, est communément accepté comme une voie importante pour sortir de la pauvreté – par exemple en permettant aux agriculteurs et aux marchands un meilleur accès à l'information concernant les marchés, ou en simplifiant les transferts d'argent ou le crédit.⁴⁰ Les efforts pour combler la fracture numérique et exploiter les bienfaits du numérique se concentrent souvent sur l'approvisionnement et l'accès au matériel informatique. Mais maîtriser la lecture et l'écriture est également une condition nécessaire à l'utilisation plus large de ces outils.

La Sierra Leone, le Niger et le Mali ont les taux d'accès à l'Internet parmi les plus bas du monde.

Le taux de pénétration de l'Internet est faible en Afrique de l'Ouest. Seuls le Bénin et le Togo ont des taux d'abonnement à l'Internet au-dessus de la moyenne des pays à faible revenu. La Sierra Leone et le Niger, à l'opposé, ont des taux déclarés de deux abonnements pour 1 000 personnes, un niveau égal à celui de la Birmanie. (Seul le Tadjikistan a un niveau inférieur.) On prête une attention considérable au fait que les pays ayant un lourd historique en matière de droits civiques et politiques, tels que la Chine, Cuba ou l'Ouzbékistan, limitent sévèrement l'accès à l'Internet – et donc à l'information que leurs citoyens peuvent partager ou obtenir par ce biais. En Afrique de l'Ouest (comme dans beaucoup d'autres états), ce sont la pauvreté et l'analphabétisme qui jouent ce rôle de censeur. A Cuba, par exemple, il n'est devenu légal d'acheter un ordinateur personnel qu'en mai 2008, et l'embargo commercial américain empêche les Cubains d'accéder à l'Internet via des câbles sous-marins :⁴¹ malgré cela, le taux de pénétration de l'Internet en 2005 était plus de trois fois celui de la Sierra Leone, du Niger, du Burkina Faso, du Mali ou de la Guinée.⁴² Naturellement, le manque d'infrastructures, d'électricité et de revenu disponible constitue autant de barrières empêchant la plupart des Africains de se connecter à l'Internet. Mais nous ne devons pas perdre de vue le fait que même si ces barrières étaient levées, l'information et les opportunités en ligne resteraient hors de portée de la majorité des Africains, étant donné qu'ils ne savent ni lire ni écrire.

Pourtant, les téléphones cellulaires ont un taux de pénétration bien plus élevé en Afrique : dans la plupart des pays le nombre d'abonnements des téléphones cellulaires est entre six et dix fois supérieur à celui des téléphones fixes – et il est même quinze fois supérieur au Nigeria.⁴³ Les téléphones cellulaires sont bien moins chers que l'équipement informatique, et peuvent être chargés dans des stands exploités par les opérateurs de téléphonie mobile ou des entrepreneurs locaux. Mais leur utilisation et leur utilité en Afrique de l'Ouest est limitée parce que la plupart des gens ne peuvent même pas envoyer ou lire des SMS élémentaires. Une étude portant sur le Nigeria, par exemple, a révélé que les femmes pauvres en zone rurale n'utilisaient presque pas les SMS – la fonction la moins coûteuse du téléphone – parce qu'elles n'étaient pas alphabétisées.⁴⁴ Cette occasion manquée deviendra encore plus flagrante à mesure que les téléphones portables permettent d'accéder à des informations en ligne.



Evelyn Momoh apprend à taper au club de filles à l'école élémentaire RS Caulfield, Margibi County, Libéria, sur des machines à écrire données par le Forum for African Women Educationalists (FAWE).

Photo: Aubrey Wade / Oxfam GB

Les technologies de ce type pourraient jouer un rôle considérable en mettant des moyens à la disposition des femmes et en les aidant à établir leurs propres réseaux sociaux et professionnels. Des recherches récentes sur l'utilisation que les femmes font des TIC en Afrique montrent des exemples de femmes qui utilisent le téléphone portable pour contacter leurs fournisseurs et leurs clients, envoyer et recevoir de l'argent comme crédit, et dénoncer les violences domestiques. Mais l'inégalité des sexes persistante au niveau de l'alphabétisation non seulement prive les femmes de ces opportunités mais risque d'exacerber les inégalités et le manque d'autonomie des femmes: cette même étude a révélé que les femmes non-alfabétisées dépendent souvent de leur mari et d'autres personnes pour envoyer ou recevoir des textos, et même pour passer des appels téléphoniques depuis des portables.⁴⁵

Les mouvements de la société civile ont souvent déploré le fait que ceux qui sont le plus douloureusement touchés par la mondialisation sont les pays et les individus les plus pauvres : les gouvernements ouest africains doivent faire davantage pour s'assurer que la maîtrise insuffisante de la lecture et de l'écriture ne met pas elle aussi certains des bienfaits de la mondialisation hors de portée de la plupart de leurs citoyens.

2.5 L'exclusion politique

Si on se mobilise pour la démocratie, il faut aussi se mobiliser pour l'alphabétisation. Celle-ci est considérée par de nombreux experts comme une condition préalable à une démocratie réelle. L'alphabétisation et l'éducation sont les moyens grâce auxquels les individus peuvent exercer leurs droits démocratiques, et à l'échelle d'un pays, une population éduquée apportera un soutien plus fort à la démocratie comme système politique. Une étude récente portant sur 18 pays africains (dont six en

Afrique de l'Ouest⁴⁶⁾ a montré que le niveau d'éducation était de loin le facteur qui déterminait le plus le niveau de soutien à la démocratie et le rejet d'alternatives non-démocratiques.⁴⁷

L'alphabétisation est également cruciale pour le pouvoir politique des individus. L'approche Reflect de l'alphabétisation et du changement social – largement utilisée et promue notamment en Afrique de l'Ouest par le réseau Pamoja Afrique de l'Ouest – est fermement ancrée dans cette conception de l'alphabétisation comme base de l'inclusion et de la participation. L'alphabétisation est ainsi considérée comme aidant les gens ordinaires à jouer un rôle réel et efficace dans la vie économique, sociale, politique et culturelle de leurs communautés.

L'action politique menée par les non-alphabétisés reste possible : les radios communautaires sont utilisées pour diffuser l'information, les bulletins de votes qui comportent des images aussi bien que des noms qui sont largement utilisés en Afrique de l'Ouest. Cependant, dans certains pays, l'alphabétisation est une condition officielle pour se présenter à un poste d'élu – comme au Sierra Leone, où cette condition par conséquent élimine presque deux tiers des femmes. Il y a là clairement une entrave à une compréhension profonde et un engagement avec le gouvernement et la politique d'Afrique de l'Ouest.



Des filles à West Point, Monrovia, Libéria, lisent une affiche au sujet du harcèlement sexuel et l'abus.

Photo: Aubrey Wade / Oxfam GB

Au-delà de la participation officielle aux élections – que ce soit comme électeurs ou comme candidats – l'accès à l'information est aussi un élément crucial pour que les citoyens revendiquent leurs droits et demandent des comptes à leurs gouvernements. La plupart des pays d'Afrique de l'Ouest ont un droit constitutionnel à la liberté d'information, bien qu'aucun d'entre eux n'ait encore de législation portant sur la liberté d'information. Les avancées les plus sensibles vers une telle législation ont été réalisées au Nigeria, au Ghana, au Libéria et en Sierra Leone.⁴⁸ Toutefois, sans une communauté de citoyens dotés des facultés nécessaires pour lire et comprendre les budgets, les déclarations gouvernementales ou les communiqués des médias, l'information peut être disponible sans pour autant être accessible. Ceci vaut pour nombre de mesures formelles de gouvernance : les élections, les audits, les structures institutionnelles – bien que nécessaires – ne puissent faire advenir la démocratie réelle que si les gens sont en mesure d'obtenir et de partager l'information et le commentaire.

Ce problème est d'autant plus crucial vu l'évolution actuelle vers la décentralisation. Cela signifie que ce sont les autorités locales qui en Sierra Leone, au Mali, au Ghana et dans toute la région ont la responsabilité de fournir l'essentiel des services tels que l'éducation, les soins de santé, l'eau et les installations sanitaires, ainsi que les infrastructures de base. Pourtant, dans bien des cas, même les maires, sans parler des autres représentants, ne maîtrisent pas la lecture et l'écriture, qui sont pourtant les outils de base pour l'élaboration de projets, les levées de fonds et la production de comptes-rendus.⁴⁹ Il est incohérent

de mener une forme de gouvernance décentralisée, participative, sans s'assurer que les citoyens disposent au moins des outils élémentaires pour participer. Ce genre de situation peut permettre aux bases politiques féodales et patriarcales en place d'asseoir leur pouvoir et leur ascendant. Exacerber l'inégalité constitue également un danger: si le contrôle des services – y compris l'éducation – est dévolu au niveau de la communauté sans garantir que toutes les communautés ont les compétences et les outils pour gérer ces services, alors il y a de fortes chances que les communautés les plus faiblement éduquées soient encore davantage laissées pour compte.

Pour que l'alphabétisation permette l'engagement politique, le gouvernement doit non seulement s'assurer que la population sait lire et écrire, mais aussi que les informations écrites appropriées sont disponibles et accessibles à cette population. Au Mali, par exemple, seulement 1% des documents de la bibliothèque nationale sont disponibles dans les langues nationales.⁵⁰ Il faut que les documents officiels soient produits dans les langues que la population peut comprendre, et non dans une langue coloniale qui n'est pas comprise ou lue par le plus grand nombre.

De façon plus large, savoir lire et savoir écrire sont des compétences fondamentales pour tout un ensemble d'aptitudes que beaucoup d'organisations non-gouvernementales et de mouvements sociaux ouest-africains veulent aider les citoyens à développer. Parmi ces aptitudes, on compte: la capacité à lire un budget pour comprendre les engagements et les dépenses du gouvernement; la capacité des citoyens à lire les textes de droit pour comprendre et revendiquer leurs droits constitutionnels et universels; la capacité des individus à lire les informations concernant la santé pour comprendre les pratiques d'hygiène et de santé, ainsi que le traitement dont ils peuvent et doivent bénéficier en cas de maladie.



Oumar Ag Watanofane dirige l'Association des Parents des Elèves de l'école Intadeyne dans le nord du Mali.

“Quand j'étais enfant, je suis allé à l'école primaire pendant une semaine. Mais à présent je sais lire et écrire grâce aux cours d'alphabétisation pour adultes. Avant j'avais honte de ne pas savoir lire ni écrire. Les cours m'ont offert une seconde chance que je n'aurais jamais imaginé avoir. C'était important pour moi de savoir lire, écrire et compter – ça a des répercussions

sur tout ce que je fais dans la vie. Quand je vais au marché pour vendre ou acheter des animaux, par exemple, je suis plus à même de négocier et de m'assurer que l'on ne me dupe pas quand on me rend la monnaie. Et je peux désormais envoyer des lettres à ma famille. Recevoir une éducation même basique a eu des bénéfices plus larges. J'ai développé mon esprit, la façon dont je pense, et j'ai plus confiance en moi. Je peux exprimer mon point de vue. Je sens à présent que je peux prendre n'importe lequel de mes problèmes et y apporter une solution.”

Photo: Ami Vitale / Oxfam

3. Ouvrir les portes? L'engagement des gouvernements et des bailleurs de fonds

« L'alphabétisation est un droit élémentaire et par conséquent la responsabilité d'assurer ce droit doit revenir au gouvernement. Assurer l'alphabétisation des adultes ne peut pas, et ne doit pas, être une affaire de charité. »

UNESCO, 1996

3.1 Des droits à l'éducation

Beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest ont vu leurs gouvernements faire des déclarations fortes au sujet de l'éducation au cours des deux dernières décennies. Des actions ont également été lancées – qui ont conduit à des résultats visibles. Cependant, l'ampleur de la tâche exige bien davantage, et bon nombre d'activistes s'inquiètent du décalage persistant entre les velléités politiques de parler des défis que sont l'éducation et l'alphabétisation et la volonté politique d'agir dans ce sens.

Tous les pays d'Afrique de l'Ouest garantissent sous une forme ou sous une autre un droit constitutionnel à l'éducation, qui s'attache généralement à l'éducation de base. Dans trois pays – La Gambie, le Ghana, et le Mali – ce principe s'étend jusqu'à la garantie constitutionnelle d'une éducation gratuite et obligatoire, au moins pour ce qui est de l'enseignement primaire.⁵¹ Huit pays – Cap Vert, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Libéria, Nigeria, Sénégal et Sierra Leone – garantissent dans leur constitution l'alphabétisation, comme droit du citoyen ou devoir de l'Etat. Les cas les plus manifestes sont le Libéria, la Guinée Bissau (où l'élimination de l'illettrisme est qualifiée de « mission fondamentale » de l'Etat), ainsi que le Nigeria et la Sierra Leone.⁵² A l'exception de la Sierra Leone (où la constitution a été mise en place en 2002, après la fin de la guerre civile), les pays qui ont pris un engagement constitutionnel en faveur de l'alphabétisation sont aussi ceux qui présentent les taux d'alphabétisation les plus élevés – ce qui suggère que leur déclaration d'engagement politique ait un impact sur les résultats.

3.2 Priorités des politiques publiques

Bien sûr, les gouvernements peuvent faire de l'éducation et de l'alphabétisation des priorités sans pour autant les garantir sous forme de droits constitutionnels; et, inversement, ces droits ne signifient pas grand chose s'ils ne sont pas accompagnés d'efforts pour les mettre en oeuvre. Tous les plans de développement nationaux d'Afrique de l'Ouest (Cadres de Lutte Stratégique contre la Pauvreté, CLSP, ou documents similaires) comportent un volet portant sur l'éducation. Dans la plupart des cas, ce volet existe suite aux interventions visant à développer la capacité du secteur privé, améliorer l'organisation du tissu économique ou promouvoir le commerce. Bien qu'il ne s'agisse pas là officiellement d'une déclaration de priorité, cela suggère que l'éducation n'est pas perçue comme le moyen primaire du lutter contre la pauvreté et promouvoir le développement. Le Nigeria peut être considéré comme une exception en accordant la priorité clairement à l'éducation.

L'alphabétisation n'apparaît pas partout comme un objectif prioritaire. Certains des plans nationaux de développement (comme celui du Mali – qui a les pires statistiques d'alphabétisation au monde) n'en font même pas mention, sauf lorsqu'il s'agit de prendre en compte les taux d'alphabétisation comme indicateurs à mesurer. Les plans de quelques

autres pays – comme le Bénin et le Libéria – énoncent les politiques en faveur de l’alphabétisation des jeunes et des adultes au même titre que celles portant sur l’éducation formelle. De plus en plus de pays adoptent à présent des politiques d’Education Non Formelle. Le Bénin et le Burkina Faso ont désormais un cadre réglementaire rigoureux, et le Mali – en dépit du fait que l’alphabétisation ne figure pas dans son CLSP – a mis en place une telle politique depuis 2007. Ces politiques devraient comprendre une évaluation réelle des besoins, par exemple à travers un recensement de l’alphabétisation à l’échelle nationale. Les plans et les politiques ont également tendance à être limités dans leur champ d’application, fragmentés, ou isolés de l’éducation et des politiques de développement plus larges: ils doivent être complets, et figurer comme priorités au sein des plans de développement nationaux généraux. Ils peuvent prendre les indicateurs de référence internationaux de l’alphabétisation des adultes, élaborés par la CME, comme point de départ.

3.3 Les dépenses publiques

L’éducation coûte de l’argent. C’est la plupart du temps le plus gros poste du budget des gouvernements africains, et l’Afrique de l’Ouest ne fait pas exception. Cependant, les dépenses ne sont pas encore à la hauteur des besoins de l’Afrique de l’Ouest, ni des engagements pris par les ministres de l’éducation africains il y a dix ans. Dans leur Cadre D’Action Africain – convenu faisant part du Cadre d’Action pour l’Education Pour Tous, adopté à Dakar en 2000 – les ministres africains ont déclaré que leur gouvernements doivent dépenser 7% du PNB pour l’éducation avant 2005, et 9% avant 2010. En 2006, pas un seul gouvernement de l’Afrique de l’Ouest a atteint même l’objectif de 2005. Les mieux performants était le Cap Vert, qui a les meilleurs niveaux d’éducation et d’alphabétisation, et a dépensé 6% du PNB pour l’éducation, et le Ghana, autre bon élève relatif en matière d’éducation, qui a consacré 5,5% de son PNB à l’éducation. Les dépenses déclarées dans les autres pays de la CEDEAO vont de 1,7% du PNB en Guinée, à 5% du PNB au Sénégal. La Campagne Mondiale pour l’Education (CME) préconise aussi que les gouvernements dépensent 20% de leur budget pour l’éducation.⁵³ Seul le Sénégal fait état de dépenses conformes à cet objectif. Tous les gouvernements d’Afrique de l’Ouest doivent augmenter leurs dépenses dans ce domaine.

Tableau 3: Dépenses gouvernementaux sur l’éducation, 2006

	Dépenses par rapport au PNB	Dépenses par rapport aux budgets	Taux d’alphabétisation adulte
Objectif CME	7 à 9	20	100%
Bénin	4.4	17	40%
Burkina Faso	4.2	15	26%
Cap Vert	6.6	16	83%
Côte D’Ivoire	2.5	8	49%
Ghana	5.5	-	64%
Guinée	1.7	-	29%
Mali	4.4	17	23%
Niger	3.3	18	30%
Sénégal	5	26	42%
Sierra Leone	3.9	-	37%

Données: Watkins K. (2008). Les chiffres pour La Gambie, la Guinée Bissau, le Libéria, le Nigeria et le Togo ne sont pas disponibles

Les niveaux de dépense pour l’éducation non-formelle et l’alphabétisation des jeunes et des adultes sont plus difficiles à connaître, ce qui en soi est une indication des niveaux comparativement faibles de l’attention officielle portée sur cette question. Toutefois, la plupart des coalitions de l’éducation

rapportent que moins de 1% des budgets gouvernementaux pour l'éducation sont consacrés à l'alphabétisation des jeunes et des adultes – bien en dessous des 3% recommandés par les indicateurs de référence internationaux mesurant l'alphabétisation établis par la CME.⁵⁴ Le gouvernement du Mali a pourtant promis d'augmenter ses dépenses pour atteindre les 3% du budget de l'éducation préconisés après avoir accueilli la conférence internationale sur l'alphabétisation fin 2007. Cependant une étude récente a révélé que les dépenses réelles étaient inférieures, de l'ordre de 1,4%.⁵⁵ Ceci renforce l'idée que les engagements ne doivent pas simplement être pris, mais qu'il faut les tenir. Le Nigeria semble faire mieux, puisqu'il a alloué entre 0,65% et 8,94% de ses budgets pour l'éducation à l'éducation des adultes entre 1997 et 2006, tandis que le Burkina Faso a créé un fonds spécial pour l'Alphabétisation et l'Education Non Formelle.⁵⁶

Aucun gouvernement de l'Afrique de l'Ouest n'atteint les objectifs de dépenses pour l'éducation que les ministres Africains ont convenu il y a dix ans.

Atteindre l'objectif de dépense établi par la CME pourrait générer de grands bénéfices : nous avons calculé que ce type de dépense, poursuivi sur trois ans, pourrait financer l'alphabétisation effective de jusqu'à 6,5 millions de jeunes et d'adultes non-alphabétisés à travers toute l'Afrique de l'Ouest.⁵⁷ Maintenu sur dix ans, cet effort pourrait assurer l'alphabétisation de tous les jeunes âgés de 15 à 24 ans qui aujourd'hui ne savent ni lire ni écrire en Afrique de l'Ouest.

L'impact d'une telle allocation des ressources à l'éducation et l'alphabétisation pourrait être encore plus important si ces allocations étaient sur la base des revenus augmentés. L'annulation des dettes au cours des dernières années a diminué l'hémorragie des ressources, et représente une source importante des finances pour l'éducation en Afrique de l'Ouest. Encore plus de ressources pourraient être disponibles si les industries extractives étaient correctement gérées et réglées. L'industrie de l'or au Ghana, par exemple, est en grande hausse depuis 20 ans, mais l'or rapporte très peu de revenus au gouvernement ou de bénéfices au niveau du développement. Cette question de la gestion des industries extractives doit être un élément essentiel de l'engagement avec le sujet du déficit dans les ressources domestique pour l'éducation parmi les gouvernements de l'Afrique de l'Ouest.

Atteindre les objectifs de dépense de la GCE pourrait payer pour l'enseignement de tous les jeunes Africains de l'Ouest non-alphabétisés dans une décennie.

Au-delà de la question du niveau de dépense, il y a la question de l'allocation et de l'usage effectif. Par exemple, étant donné la crise des enseignants, les gouvernements investissent-ils directement dans la formation et la rémunération des enseignants et des animateurs d'alphabétisation? Le financement atteint-il effectivement les écoles et les centres d'alphabétisation des jeunes et des adultes ? Les efforts que fait la société civile pour contrôler et évaluer sont extrêmement importants, et doivent être encouragés – pour cela les gouvernements doivent s'assurer que leur budget et leurs cycles de dépenses sont tout à fait transparents. Le suivi-budgétaire mené par la société civile est un outil central pour le développement des services essentiels – mais il faut les budgets transparents.

L'alphabétisation plus large est en soi une voie vers une plus grande transparence de l'usage des finances: à mesure que les communautés

pauvres s’alphabétisent, elles sont plus en mesure d’exiger un investissement et de contrôler s’il est réalisé.

3.3 L’engagement des bailleurs de fonds

Même avec leurs meilleurs efforts, les gouvernements d’Afrique de l’Ouest ne peuvent relever seuls ce défi : un financement extérieur conséquent reste nécessaire. Il faudra beaucoup d’argent pour scolariser 14 millions d’enfants supplémentaires, alphabétiser jusqu’à 65 millions de jeunes et d’adultes, former 750 000 enseignants supplémentaires, fournir des livres et du matériel pédagogique et pallier le déficit d’infrastructure. Dépenser 20% de leur revenu total en faveur de l’éducation – et la moitié de cela en faveur du primaire – mettrait à la disposition de la plupart des gouvernements d’Afrique de l’Ouest moins de 50 dollars par enfant pour toute une année. En fait, même si le Libéria ou le Niger consacraient leur **budget gouvernemental dans sa totalité** à l’enseignement primaire, ils ne disposeraient jamais que de, respectivement, 220\$ et 330\$ par enfant pour l’année entière – chiffres dérisoires comparés aux 9 138\$ dépensés par enfants aux Etats-Unis.⁵⁸



Plus de 5,000 étudiants et enseignants marchent à Ouagadougou, Burkina Faso pour exiger une éducation de bonne qualité en Octobre 2006.

Photo: Oxfam

Le soutien apporté par les bailleurs de fonds à ce secteur s’améliore – mais il en faut encore davantage, et il est actuellement fortement concentré dans trois pays seulement. L’aide totale apportée au secteur de l’éducation dans les pays de la CEDEAO par les pays de l’OCDE est passée de 500 millions de dollars en 2005 à 1,2 milliards en 2007, et la proportion qui a transité par le secteur public est passée de 15% à plus de 60%. Cependant, une large proportion de ce pourcentage revient au Nigeria et au Ghana (qui représentent deux des secteurs éducatifs les plus performants) et au Mali (parmi les moins performants). Quand on sort ces trois pays du tableau, l’aide totale pour l’éducation apportée au reste de la CEDEAO s’élevait à tout juste 500 millions de dollars en 2007 (en hausse par rapport aux 400 millions de dollars en 2005), et la proportion transitant par le secteur public était de 31% (contre 15% en 2005).⁵⁹ Il ne fait pas de doute que le Nigeria, le Ghana et le Mali ont besoin au minimum de ce niveau de soutien – leurs besoins sont encore plus grands que les ressources disponibles – mais de même, les autres pays ont besoin d’un investissement conséquent, et les bailleurs de fonds doivent prendre leurs responsabilités.

De plus, seuls quelques bailleurs de fonds investissent actuellement dans l’éducation en Afrique de l’Ouest: plus de la moitié de l’aide apportée à l’éducation dans la région en 2007, et deux tiers en 2006, émanait de quatre bailleurs: la France, le Canada, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne. Cet engagement est certes appréciable, mais d’autres doivent également s’impliquer.

60% de l’aide offerte par les pays riches pour l’éducation en Afrique de l’Ouest fut donnée à juste 3 pays.

Etant donné la crise des enseignants précédemment évoquée, les bailleurs de fonds doivent apporter une aide susceptible de soutenir les objectifs prioritaires que sont la formation et la rémunération des enseignants. Ce qui signifie qu'il faut mettre de l'argent à la disposition des gouvernements pour qu'ils puissent couvrir les frais de fonctionnement de base, et prendre des engagements au long terme, prévisibles. Ainsi, cela signifie qu'une part significative de l'aide doit être versée comme appui budgétaire soit général soit sectorisé, avec des engagements sur au moins trois ans. Ceci donnerait aux gouvernements la marge de manœuvre et la souplesse nécessaires pour investir dans les coûts de base récurrents tels que les salaires des enseignants. La Campagne Mondiale pour l'Éducation a évalué que les salaires des enseignants représentent généralement de 70 à 90% des budgets de l'éducation, et pourtant 17% seulement de l'aide apportée par les bailleurs de fonds à l'éducation de base peut être mobilisée en faveur de ce poste de dépense. Les bailleurs doivent augmenter la proportion de l'aide qu'ils apportent comme appui budgétaire.⁶⁰

Les bailleurs de fonds doivent être prêts à accorder leur soutien au programme de l'Éducation Pour Tous (EPT) dans son ensemble, y compris l'alphabétisation des jeunes et des adultes, les compétences de vie et la formation professionnelle. Ceci est particulièrement important, étant donné les vastes déficits que déplore actuellement le secteur de l'éducation formelle. Ce soutien commence à être effectif maintenant que l'Initiative 'Fast Track' pour l'EPT peut en principe financer l'alphabétisation des adultes dans les pays où les gouvernements en ont fait une priorité (c'est le cas au Bénin et au Burkina Faso). Tout nouvel outil de financement de l'éducation doit explicitement défendre tous les aspects de l'EPT.

Les politiques des bailleurs de fonds ont en fait été elles-mêmes souvent responsables des problèmes dont a souffert le secteur éducatif en Afrique de l'Ouest. Les réformes des dépenses sur l'initiative du FMI et de la Banque Mondiale conduites au Mali dans les années 1980 et 1990, par exemple, ont eu pour conséquence une réduction de 12% des effectifs enseignants.⁶¹ Plus récemment, il y a eu les conditions posées par le FMI consistant à limiter les dépenses gouvernementales pour la masse salariale, entravant ainsi leur capacité à embaucher davantage d'enseignants, ou à mieux payer ceux-ci. Entre 2003 et 2005, sept pays d'Afrique de l'Ouest étaient soumis à des conditions concernant la masse salariale du fait des programmes FMI.⁶² Ces conditions ont d'autant plus d'impact lorsque les autres bailleurs de fonds exigent en contrepartie de leur aide que le programme FMI soit respecté – et beaucoup le font. Le FMI doit cesser de soumettre ses prêts des conditions de politique économique, et les autres bailleurs de fonds doivent dissocier leur aide des programmes FMI.



Fatoumata Tembéli suit un cours d'alphabétisation pour adultes à Douentza, au nord du Mali.

« Ces séances de formation ne nous ont fait que du bien... Mon souhait est que davantage de gens sachent lire et écrire parce que c'est la seule façon de sortir du tunnel. Les gens ont plus de chances dans la vie quand ils sont alphabètes. »

Photo: Crispin Hughes / Oxfam

4. Ouvrir les livres et ouvrir les portes! Recommandations pour l'action

Certains progrès ont été réalisés dans le domaine de l'éducation et de l'alphabétisation en Afrique de l'Ouest depuis 1990, et les gouvernements de la région ne peuvent pas être accusés d'ignorer le problème complètement. Il est clair que certains gouvernements ont accompli plus que d'autres. Cependant, l'accent a souvent été mis sur l'accès à l'enseignement primaire aux dépens de la qualité de l'éducation et de l'apprentissage continu, et même dans le domaine de l'éducation formelle de base, les progrès n'ont pas été assez rapides. Nous pensons que l'importance et le niveau de financement accordés sont encore insuffisants étant donné l'ampleur et la portée du problème. En 2009, à l'occasion de CONFINTEA VI, et dans les processus politiques et budgétaires à l'échelle régionale et domestique, nous en appelons les gouvernements d'Afrique de l'Ouest et les bailleurs de fonds à faire preuve d'une plus grande conscience de l'urgence en passant des déclarations aux actes pour s'attaquer à ce problème brûlant.

Les coalitions nationales pour l'Education Pour Tous (dont plusieurs sont membres d'ANCEFA) et les militants pour l'alphabétisation (dont plusieurs sont membres de Pamoja) ont leurs propres demandes qui sont pertinentes dans leurs contextes nationaux. Ces demandes entre autres concernent le niveau, l'allocation et la transparence des budgets pour l'éducation ; les politiques cohérentes de l'éducation des enfants, jeunes et adultes ; les programmes scolaires et l'utilisation des langues nationales ; et le recrutement, la formation, et la récompense des enseignants et des animateurs de l'alphabétisation. Mais, au minimum, ANCEFA, Pamoja West Africa, Plateforme Africaine pour l'Education des Adultes, Oxfam International et ActionAid en appellent à la CEDEAO, aux gouvernements nationaux, aux bailleurs de fonds et à la société civile d'Afrique de l'Ouest pour prendre les mesures qui s'imposent.

4.1 Un cadre politique solide et cohérent

Les gouvernements d'Afrique de l'Ouest doivent :

- reconnaître que l'éducation, et l'alphabétisation des jeunes et des adultes sont des défis clés du développement ; faire de ces sujets des priorités et travailler avec toutes les parties pour développer et instaurer des plans d'éducation complets, intégralement budgétisés qui comprennent des stratégies visant l'alphabétisation des jeunes et des adultes, touchant les filles, les femmes et les autres exclus ;
- afin de développer le volet alphabétisation de ces plans, renouer le dialogue national sur l'alphabétisation et conduire des études prenant en compte les différences entre hommes et femmes afin de mesurer l'étendue du problème ; le savoir des praticiens, les recommandations de la Plateforme Africaine Pour l'Education des Adultes et les indicateurs de référence internationaux élaborés par la Campagne Mondiale pour l'Education doivent être utilisés comme point de départ de ces politiques de développement.⁶³
- favoriser un environnement alphabétisé qui reconnaisse le rôle des langues nationales : ceci peut comprendre un usage des langues nationales dans l'enseignement primaire, en consultation avec la société civile ; et la diffusion de documents gouvernementaux dans les langues nationales ;
- travailler avec et bénéficier de l'expertise de la société civile afin de développer des plans d'étude qui assureront une éducation de haute qualité, y compris les compétences de vie et la formation

professionnelle sans oublier l'égalité des sexes, la citoyenneté, le VIH et le SIDA;

- au niveau régional, à travers la CEDEAO, prendre des engagements collectifs, établir un mécanisme de suivi régional, alimenter les progrès par le biais d'échanges d'informations et de soutien mutuel, et parler aux bailleurs de fonds d'une voix forte et unie pour leur exposer la nécessité d'un financement accru de l'éducation et de l'alphabétisation susceptible de combler le manque de capitaux en Afrique de l'Ouest.

La société civile doit :

- continuer à revendiquer sa place tout au long du processus de développer, mettre en œuvre et superviser les politiques du gouvernement en matière d'éducation et d'alphabétisation ;
- s'assurer qu'elle fonctionne en harmonie avec ces politiques dans la façon dont elle opère.

4.2 Financement

Les gouvernements d'Afrique de l'Ouest doivent :

- développer des plans sectoriels d'éducation budgétisés couvrant l'agenda de l'EPT, qui comportent des stratégies d'alphabétisation des jeunes et des adultes, des stratégies visant l'éducation des filles et des femmes, et des ressources financières suffisantes pour élargir le recrutement et la formation des enseignants, et surtout les enseignantes ;
- allouer, comme base minimum, au moins 20% de leur budget national et au moins 6% de leur PNB à l'éducation ;
- allouer au moins 3% du budget de l'éducation à l'alphabétisation des jeunes et des adultes ;
- s'assurer que les budgets de l'éducation sont établis et appliqués dans la transparence, avec le concours actif des plateformes d'éducation et d'alphabétisation nationales.

Les bailleurs de fonds doivent:

- accroître leur financement en faveur de l'éducation pour combler le déficit réel de ressources dans ce secteur : sur le plan mondial, financer Education pour Tous requiert 16 milliards de dollars par an,⁶⁴ dont au moins 1 milliard est nécessaire pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes ;⁶⁵
- s'assurer que tous les pays d'Afrique de l'Ouest ont suffisamment de capitaux externes pour financer leurs plans éducatifs budgétisés, y compris les stratégies d'alphabétisation des jeunes et des adultes – aucun des pays qui se sont engagés à atteindre les objectifs d'Education Pour Tous ne doit échouer par manque de ressources ;
- s'engager à verser cette aide de manière prévisible et une plus grande partie de cette aide sous forme d'appui budgétaire général ou sectoriel, de sorte qu'elle puisse financer les coûts récurrents comme l'accroissement du recrutement, de la formation et de la rémunération des enseignants ;
- ne pas soumettre l'aide à des conditions qui limitent le recrutement des enseignants, telles que les plafonds sur la masse salariale.

La société civile doit:

- continuer à réclamer des investissements et de l'aide publique à la mesure des besoins et du genre à-propos;
- demander aux gouvernements de rendre des comptes en poursuivant et en renforçant son effort de suivi des budgets de l'éducation et des dépenses.

4.3 Les enseignants et les animateurs d'alphabétisation

Les gouvernements d'Afrique de l'Ouest doivent :

- augmenter de manière draconienne le nombre des enseignants et des animateurs d'alphabétisation grâce à un recrutement et une formation plus larges, en particulier les enseignantes dans les pays où elles sont sous-représentées ;
- améliorer le niveau de rémunération pour retenir les enseignants en poste et attirer des candidats qualifiés : les budgets de l'éducation doivent prévoir que les enseignants seraient payés à un niveau comparable à celui des fonctionnaires et des autres professionnels.
- dans le secteur non formel, reconnaître que les animateurs d'alphabétisation sont des acteurs importants, en leur donnant une accréditation formelle, en les rémunérant au même niveau que les enseignants du primaire et en leur permettant une formation continue.

Les bailleurs de fonds doivent :

- s'assurer qu'une plus grande partie de leur aide peut être utilisée pour financer les frais de recrutement comme les coûts de formation et les salaires, que ce soit sous forme d'appui budgétaire ou par le biais de mécanismes multilatéraux comme le futur Fonds Mondial pour l'Education, qui fournissent des appuis budgétaires.

Références clefs

- ANCEFA (2007) *Observatoire de l'Éducation – Rapport Régional*, et les rapports nationaux (ongoing)
- Archer, D. (2005) *Corriger une injustice: une base référentielle pour l'éducation des adultes*, Campagne Mondiale pour l'Éducation
- ANCEFA & Pamoja *Gouvernance scolaire et suivi budgétaire* (manuel de formation)
- Pearce C., H. Kovach, S Fourmy (2009), *Delivering Education For All in Mali*, Oxfam International
- 'Right to Education' www.right-to-education.org (base de données)
- Plateforme Africaine pour l'Éducation des Adultes (2008) *Forger un nouveau partenariat basé sur une vision renouvelée de l'Éducation des Adultes en Afrique*
- Watkins, K. et al. (2008) *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2009, Vaincre l'inégalité: l'importance de la gouvernance*, UNESCO et OUP.
- UNDP (2008) *Human Development Indices: a statistical update 2008*

¹ Tout au long de ce rapport, 'Afrique de l'Ouest' fait référence aux 15 états de la CEDEAO, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte D'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

² Ces chiffres sont établis à partir de données publiées dans Watkins K. (2008). Le nombre d'adultes non-alphabétisés dans la CEDEAO en 2005-2006, sans compter la Gambie ni la Guinée Bissau (pour lesquelles nous ne disposons pas de chiffres) est de 64 976 000 au total, dont 39 885 000 femmes.

³ UNDP (2008). Les trois pays qui ne se trouvent pas en Afrique de l'Ouest sont le Tchad, l'Afghanistan et l'Éthiopie.

⁴ Données: UNDP (2008). Les six pays sont le Mali, le Burkina Faso, la Guinée, le Bénin, le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

⁵ Données: Watkins K. (2008)

⁶ Données: Watkins K. (2008). Le Cap Vert, le Nigeria, le Ghana et le Libéria ont déjà les taux d'alphabétisation supérieurs à 50%. Les données pour la Gambie et la Guinée Bissau ne sont pas disponibles.

⁷ id21 (2005) 'Literacy', *id21 education highlights*; C. Pearce, S Fourmy, H. Kovach (2009)

⁸ Le Burkina Faso, le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Togo.

⁹ Tous les chiffres issus de Watkins K. (2008)

¹⁰ Données pour le Bénin, le Niger, le Sénégal: Watkins K. (2008); données pour le Burkina Faso transmises par le CCEB, Burkina Faso

¹¹ Unicef Innocenti Digest (2001) *Early Marriages, Child Spouses*, Unicef

¹² Oxfam (2005) 'L'éducation des filles en Afrique', *Série sur l'éducation et égalité des genres, Aperçu de programme*. Oxfam GB

¹³ Watkins K. (2008)

¹⁴ Watkins K. (2008). Les sept pays: le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, le Libéria, le Nigeria, le Sénégal et le Togo.

¹⁵ Watkins K. (2008); C. Pearce, S Fourmy, H. Kovach (2009)

¹⁶ Éléments d'interviews faites au Libéria – où les enseignants gagnent à peine 600\$ par an; Watkins K. (2008) rapporte également que l'absentéisme des enseignants est « endémique » dans certaines régions, tout particulièrement les écoles en zone rurale, celles qui ont des infrastructures médiocres, et celles qui comptent les élèves les plus pauvres.

¹⁷ Par exemple BBC News, « Sierra Leone on 'ghost teacher' hunt », 20 août 2008 (visionné en février 2009), <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7571903.stm>

¹⁸ Calculé sur la base de chiffres issus de Watkins K. (2008)

¹⁹ Ce tableau combine le nombre d'enfants dans le primaire en 2006 (y compris ceux qui ont dépassé l'âge d'aller en primaire), plus le nombre d'enfants en âge d'aller en primaire qui ne vont pas à l'école, et calcule le nombre d'enseignants nécessaire pour atteindre la ration de 1 pour 40 recommandé par la CME et l'UNESCO.

- ²⁰ A supposé que 100% des enseignants de Côte d'Ivoire soient formés (chiffres non disponibles): la pénurie réelle est certainement plus importante.
- ²¹ S. Handa, K.R. Simler, S. Harrower (2004) 'Human capital, household welfare and children's schooling in Mozambique', Research Report 134, International Food Policy Research Institute; C. Pearce, H. Kovach, S. Fourmy (2009)
- ²² C. Pearce, H. Kovach, S. Fourmy (2009)
- ²³ *Liberia Poverty Reduction Strategy Paper* (2008), Government of Liberia
- ²⁴ C. Pearce, H. Kovach, S. Fourmy (2009); id21 Insights Education 6 (2007), citant M. Dembele (2005) *Management in French Speaking West Africa: Comparative Synthesis Report*, World Bank.
- ²⁵ A. Mulkeen, D. Chapman (2007) *Recruiting, retaining and retraining secondary school teachers and principals in sub-Saharan Africa*, World Bank
- ²⁶ Etudes informelles conduites par Pamoja Afrique de l'Ouest
- ²⁷ Plateforme Africaine pour l'Education des Adultes (2008)
- ²⁸ Archer D. (2005)
- ²⁹ ibid.
- ³⁰ Archer D. (2005)
- ³¹ Watkins K. (2008) cite plusieurs études; Plateforme Africaine pour l'Education des Adultes (2008)
- ³² Hanushek, L. Woessman (2007) *The role of education quality in economic growth*, World Bank
- ³³ Etude basée sur des données issues de l'Adult Literacy Survey, cité dans S. Coulombe, J.F. Tremblay (2006) 'Literacy and Growth', *Topics in Macroeconomics*, vol. 6, numéro 2, art. 4
- ³⁴ Plateforme Africaine pour l'Education des Adultes (2008)
- ³⁵ Watkins K. (2008)
- ³⁶ J. Vandemoortele, E. Delamonica (2002) 'The "education vaccine" against HIV and AIDS', *Current Issues in Comparative Education*, vol 3(1)
- ³⁷ E. Hanushek, L. Woessman (2007)
- ³⁸ S. Coulombe, J.F. Tremblay (2006)
- ³⁹ Statistiques tirées de Watkins K. (2008)
- ⁴⁰ Voir études de cas et exemples dans <http://mobileactive.org/>
- ⁴¹ BBC news 'Cuba lifts ban on home computers', mai 2008 (visionné en février 2009), <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/7381646.stm>
- ⁴² Tous les chiffres de connection internet sont tirés de PNUD (2007), *Rapport Mondial sur le développement 2007-08 – La Lutte Contre le Changement Climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*, Palgrave MacMillan et PNUD.
- ⁴³ ibid
- ⁴⁴ K. Comfort et J. Dada, 'Rural Women's Use of Cell Phones to Meet Their Communication Needs: a study from northern Nigeria' dans I. Buskens, A. Webb (eds) (2009) *African Women and ICTs: investigating technology, gender and empowerment*, Zed Books
- ⁴⁵ I. Buskens, A. Webb (2009)
- ⁴⁶ Bénin, Cap Vert, Ghana, Mali, Nigeria, Sénégal
- ⁴⁷ G. Evans, P. Rose (2007) *Education and Support for Democracy in sub-Saharan Africa: testing mechanisms of influence*, Afrobarometer
- ⁴⁸ M. Dimba, 'Africa: the right to information in the continent', Pambazuka News, September 2008
- ⁴⁹ Eléments d'interview effectuée par l'auteur, au Mali
- ⁵⁰ Archer D. (2005)
- ⁵¹ Trois autres pays (Guinée Bissau, Niger and Sénégal) garantissent l'éducation de base gratuite dans d'autres lois, et dans la pratique celle-ci est gratuite au Libéria, Nigéria and Sierra Leone. Voir www.right-to-education.org.
- ⁵² Informations constitutionnelles : voir www.right-to-education.org.
- ⁵³ GCE (2008) *At the crossroads: which way forward for a global compact on education?*, Johannesburg: Campagne Mondiale pour l'Education
- ⁵⁴ Les indicateurs de référence sont présentés dans Archer D. (2005)
- ⁵⁵ Plateforme Africaine pour l'Education des Adultes (2008)
- ⁵⁶ ibid
- ⁵⁷ Basé sur des données concernant tous les pays de la CEDEAO à l'exception de la Guinée Bissau et de la Sierra Leone, pour lesquelles nous ne disposons pas de données. Utilise les chiffres du revenu total issus des plus récents (2008 ou 2009) documents du FMI : FRPC (PRGF), article IV ou PPTE. Le budget de l'éducation visé est calculé comme représentant 20% du revenu, et les dépenses en faveur de l'alphabétisation comme représentant 3% du budget de l'éducation. Le coût de l'alphabétisation est

estimé à la tranche inférieure du coût de 50 à 100 dollars par élève, le coût établi dans la base référentielle pour l’alphabétisation des adultes, développé par la CME – Archer D. (2005).

⁵⁸ Voir note 57. Pour le nombre d’enfants, voir tableau 2. Les chiffres des dépenses américaines US émanent de l’US Census Bureau (2008) *Public Education Finances 2006*.

⁵⁹ Données: OCDE Creditor Reporting System, chiffres de 2007.

⁶⁰ CME (2008)

⁶¹ Independent Evaluation Group, (2007) *Evaluation of World Bank Assistance to Primary Education in Mali*, World Bank

⁶² A. Fedelino, G. Schwartz, M. Verhoeven (2006) *Aid scaling up: do wage bill ceilings stand in the way?*, IMF Working Paper, Washington DC: IMF. Les sept pays sont le Ghana (pour lequel la limitation était une condition préalable [prior condition]), et le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Sénégal et la Sierra Leone (pour lesquels la limitation était un ‘benchmark’).

⁶³ Pour les outils de mesure, voir Archer D. (2005)

⁶⁴ CME (2008)

⁶⁵ ‘Call for Action’ de l’Abuja High Level Workshop sur l’alphabétisation des adultes, 2007